



CHAPITRE 94

CHAPTER 94

Loi modifiant la charte de la ville de
La Tuque

An Act to amend the charter of the town
of La Tuque

[Sanctionnée le 2 février 1956]

[Assented to, the 2nd of February, 1956]

Préam-
bule.

ATTE^{NDU} que la corporation de la ville de La Tuque a, par sa pétition, représenté qu'il est opportun, dans l'intérêt des contribuables, et pour la bonne administration des affaires municipales de la ville de La Tuque, que sa charte, la loi 1 George V (deuxième session), chapitre 69, telle que modifiée par différentes lois, soit de nouveau modifiée à l'effet ci-dessous, et que certains pouvoirs spéciaux lui soient accordés;

Attendu qu'il est à propos de faire droit à la demande contenue dans ladite pétition;

A ces causes, Sa Majesté, de l'avis et du consentement du Conseil législatif et de l'Assemblée législative de Québec, décrète ce qui suit:

Règle-
ment
validé.

1. Le règlement municipal numéro trois cent quatre-vingt-dix-sept (397) adopté par le conseil de la ville de La Tuque le 18ième jour d'octobre 1955, afin de donner suite à la loi 14 George VI, chapitre 105, et afin de hausser d'un million de dollars l'évaluation des biens imposables de St-Maurice Power Corporation, durant la période qui reste à courir avant le premier mai 1960, est déclaré valide et légal à toutes fins que de droit.

Défaut
d'appro-
bation
n'entraîne
pas nul-
lité.

2. Le défaut de soumettre à l'approbation des électeurs propriétaires de la ville de La Tuque le règlement de zonage numéro 395 et le règlement de construction numéro 396 adoptés par le conseil muni-

Preamble.

WHEREAS the corporation of the town of La Tuque has, by its petition, represented that it is expedient, in the interests of the ratepayers and for the proper administration of the municipal affairs of the town of La Tuque that its charter, the act 1 George V (second session), chapter 69, as amended by various acts, be again amended for the following purposes and that certain special powers be granted to it;

Whereas it is expedient to grant the prayer contained in the said petition;

Therefore, Her Majesty, with the advice and consent of the Legislative Council and of the Legislative Assembly of Quebec, enacts as follows:

By-law
validated.

1. The municipal by-law number three hundred and ninety-seven (397) adopted by the council of the town of La Tuque on the 18th of October, 1955, pursuant to the act 14 George VI, chapter 105, and increasing by one million dollars the valuation of the taxable properties of the St. Maurice Power Corporation for the period remaining until the first of May, 1960, is declared valid and binding for all legal purposes.

Default of
approval
not entail-
ing nul-
lity.

2. Failure to submit to the approval of the elector-proprietors of the town of La Tuque the zoning by-law number 395 and building by-law number 396 adopted by the municipal council on the 9th of

cipal le 19 juillet 1955, ne peut être interprété comme constituant une cause de nullité de ces mêmes règlements.

July, 1955, shall not be construed as constituting a cause of nullity for such by-laws.

Refus de permis de construction.

3. La ville pourra refuser d'accorder un permis de construction, si le terrain sur lequel on demande à ériger la construction projetée ne forme pas un lot distinct sur le plan officiel du cadastre ou sur un plan de subdivision fait et déposé conformément à l'article 2175 du Code civil.

3. The town may refuse to grant a building permit if the ground upon which it is sought to erect the contemplated building does not form a distinct lot on the official plan of the cadastre or on a subdivision plan made and deposited in accordance with article 2175 of the Civil Code.

Refused of building permit.

Exception.

Les dispositions du présent article ne s'appliquent pas aux constructions pour fins agricoles sur des terres en culture.

The provisions of this section shall not apply to buildings for agricultural purposes on lands under cultivation.

Exception.

S.R., c. 233, a. 426, am. pour la ville.

Règlement de zonage.

4. L'article 426 de la Loi des cités et villes est modifié, pour la ville de La Tuque, en ajoutant après le deuxième alinéa du paragraphe 1^o, le suivant:

"Nonobstant toutes dispositions législatives inconciliables, le conseil municipal de la ville de La Tuque peut, sans autre approbation que celle du ministre des affaires municipales, modifier le règlement de zonage numéro 395, adopté par le conseil municipal le 19 juillet 1955, mais seulement en ce qui concerne l'utilisation du territoire compris dans les zones rurales mentionnées audit règlement."

4. Section 426 of the Cities and Towns Act is amended, for the town of La Tuque, by adding after the second paragraph of paragraph 1, the following:

"Notwithstanding any inconsistent legislative provision, the municipal council of the town of La Tuque may, without other approval than that of the Minister of Municipal Affairs, amend zoning by-law number 395, adopted by the municipal council on the 19th of July, 1955, but only with respect to the use of the territory comprised within the rural zones mentioned in the said by-law."

R.S., c. 233, s. 426, am. for town.

Zoning by-law.

S.R., c. 233, a. 469, am. pour la ville.

Nombre de taxis, etc.

5. L'article 469 de la Loi des cités et villes est modifié, pour la ville de La Tuque, en ajoutant après le paragraphe 9^o, le suivant:

"9^oa Pour limiter le nombre de taxis opérant dans la municipalité et déterminer le nombre de taxis qui peuvent stationner sur chaque poste; pour exiger que les taxis stationnant sur un poste soient la propriété personnelle du propriétaire de ce poste; pour défendre que les taxis se tiennent ailleurs qu'au poste autorisé; pour déterminer dans la municipalité les endroits où les taxis, faisant le transport de voyageurs ou non, pourront arrêter ou stationner; pour exiger que les propriétaires de poste et les conducteurs de taxis se procurent des permis municipaux annuels qui ne sont pas transférables; pour refuser une licence ou un permis pour l'exploitation d'un poste de taxis ou la conduite d'un taxi à toute personne qui se serait rendue coupable d'un acte criminel pour lequel elle aurait été condamnée,

5. Section 469 of the Cities and Towns Act is amended, for the town of La Tuque, by adding after paragraph 9, the following:

"9a. To limit the number of taxis operating in the municipality and fix the number of taxis which can be parked at each stand; to require that taxis parking at a stand be the personal property of the owner of such stand; to prohibit taxis from being stationed elsewhere than at an authorized stand; to determine the places within the municipality where taxis, carrying passengers or not, may stop or park; to require the owners of stands and taxi drivers to obtain annual municipal non-transferable permits; to refuse a license or permit to operate a taxi stand or to drive a taxi to any person who may have been guilty of a criminal offence for which he was convicted, during the three years following such conviction, or to any person who has not been a citizen and resident of the town of La

R.S., c. 233, s. 469, am. for town.

Number of taxis, etc.

durant les trois ans suivant telle condamnation, ou à toute personne n'étant pas citoyen-résidant de la ville de La Tuque depuis au moins un an; pour décréter et réglementer l'imposition et l'inspection de taximètres; pour révoquer le permis accordé au propriétaire d'un poste de taxis, d'un auto-taxi ou à un conducteur dans le cas d'une deuxième récidive à la loi provinciale des véhicules automobiles ou aux règlements municipaux relatifs à la circulation et à la sécurité publique ou aux lois provinciales concernant les liqueurs alcooliques et leur transport et possession ou au Code criminel."

Tuque for at least one year; to order and regulate the installation and inspection of taximeters; to revoke the permit granted to the owner of a taxi stand, of a taxi or to a taxi driver in case of a second offence against the provincial motor vehicles law or against the municipal by-laws respecting traffic and public safety or against the provincial laws respecting alcoholic liquors and their transportation and possession or against the Criminal Code."

S.R.,
c. 233,
a. 429a,
aj. pour
la ville.

6. La Loi des cités et villes (Statuts refondus, 1941, chapitre 233) est modifiée, pour la ville de La Tuque, en ajoutant après l'article 429, l'article suivant:

6. The Cities and Towns Act (Revised Statutes, 1941, chapter 233) is amended, for the town of La Tuque, by adding after section 429, the following section:

R.S.,
c. 233,
s. 429a,
added
for town.

Billet
d'assigna-
tion.

"429a. Dans les cas de contravention aux règlements municipaux relatifs à la circulation et à la sécurité publique, l'agent de la paix constatant cette infraction peut remplir, sur les lieux mêmes où ladite infraction a été commise, un billet d'assignation indiquant la nature de l'infraction, et remettre au conducteur du véhicule ou déposer dans un endroit apparent dudit véhicule, une copie de ce billet, et en apporter l'original au bureau du trésorier de la ville.

"429a. In cases of violation of the municipal by-laws relating to traffic and public safety, the peace officer noticing such infraction may fill out, at the place where such infraction has been committed, a notice of summons stating the nature of the infraction, and shall deliver to the driver of the vehicle or deposit in a conspicuous place on the said vehicle a copy of such notice and bring the original thereof to the office of the treasurer of the town.

Notice
of sum-
mons.

Paiement
pour
éviter
plainte.

Toute personne en possession de cet avis peut éviter qu'une plainte soit faite contre elle, en se présentant audit bureau et en y payant une somme de deux dollars comme amende. Le paiement de ladite amende et le reçu qui lui est donné par le trésorier libèrent ladite personne de toute autre pénalité relativement à l'infraction par elle commise.

Any person in possession of such notice may avoid the lodging of a complaint against him, by presenting himself at the said office and by paying thereat a sum of two dollars as fine. The payment of the said fine and the receipt therefor given to him by the treasurer shall free the said person from any other penalty in connection with the infraction committed by him.

Payment
to avoid
com-
plaint.

Plainte.

Si la personne en possession de cet avis refuse ou néglige de s'y conformer dans le délai qui y est mentionné, une plainte peut être portée contre elle, conformément à la loi, devant la cour de juridiction compétente.

If the person in possession of such notice refuses or fails to conform thereto within the delay therein mentioned, a complaint may be lodged against him according to law before the court of competent jurisdiction.

Com-
plaint.

Percep-
tion
validée.

Les sommes déjà perçues comme amendes par la ville, suivant ce mode de perception des amendes, sont déclarées avoir été légalement perçues et la ville est autorisée à les retenir."

The sums already collected as fines by the town according to this mode of collection are declared to have been legally collected and the town is authorized to retain the same."

Collection
validated.

S.R.,
1909,
a. 5413,
remp.
pour la
ville.

7. L'article 5413 des Statuts refondus de Québec, 1909, remplacé, pour la ville de La Tuque, par l'article 9 de la loi 4 George V, chapitre 86, et l'article 173 de la Loi des cités et villes, sont remplacés, pour la ville de La Tuque, par le suivant:

Date des
élections.

"173. A compter de l'année 1958, l'élection du maire a lieu tous les trois ans, le premier lundi du mois de juillet, et si ce jour est non juridique, l'élection a lieu le premier jour juridique suivant.

Siège
No 1.

A compter de l'année 1957, l'élection des trois échevins occupant le siège numéro 1 de chacun des trois quartiers de la ville a lieu tous les trois ans, le premier lundi du mois de juillet, et si ce jour est non juridique, l'élection a lieu le premier jour juridique suivant.

Siège
No 2.

A compter de l'année 1958, l'élection des trois échevins occupant le siège numéro 2 de chacun des trois quartiers de la ville a lieu tous les trois ans, le premier lundi du mois de juillet, et si ce jour est non juridique, l'élection a lieu le premier jour juridique suivant.

Durée
d'office
prolongée.

Les trois échevins élus en 1954 et actuellement en fonctions, ou leurs remplaçants en cas de vacance, sont continués en office jusqu'aux élections de 1957.

Idem.

Le maire et les trois échevins élus en 1955 et actuellement en fonctions, ou leurs remplaçants en cas de vacance, sont continués en office jusqu'aux élections de 1958."

Indem-
nité au
maire
et aux
échevins.

8. A compter du premier janvier 1956, le maire recevra comme indemnité, pour frais de représentation, une somme annuelle de mille cinq cents dollars, et chacun des échevins, une somme annuelle de six cents dollars.

Paiements
mensuels.

Ces montants seront payables par versements mensuels et consécutifs.

Entrée en
vigueur.

9. La présente loi entrera en vigueur le jour de sa sanction.

7. Section 5413 of the Quebec Revised Statutes, 1909, replaced, for the town of La Tuque, by section 9 of the act 4 George V, chapter 86, and section 173 of the Cities and Towns Act, are replaced, for the town of La Tuque, by the following:

R.S.,
1909,
s. 5413,
replaced
for town.

Date of
elections.

"173. From the year 1958, the election for mayor shall be held every three years, on the first Monday of the month of July, and if such day be a holiday, such election shall be held on the first following juridical day.

Seat
No. 1.

From the year 1957, the election of the three aldermen representing seats number 1 of the three wards of the town shall be held every three years, on the first Monday of the month of July, and if such day be a holiday, such election shall be held on the first following juridical day.

Seat
No. 2.

From the year 1958, the election of the three aldermen representing seats number 2 of the three wards of the town shall be held every three years, on the first Monday of the month of July, and if such day be a holiday, such election shall be held on the first following juridical day.

Term of
office
excluded.

The three aldermen elected in 1954 and presently in office, or the persons replacing them in case of vacancy, shall hold office till the elections of 1957.

Idem.

The mayor and the three aldermen elected in 1955 and presently in office, or the persons replacing them in case of vacancy, shall hold office until the elections of 1958."

Indem-
nity to
mayor
and al-
dermen.

8. From and after the first of January, 1956, the mayor shall receive as an indemnity for entertainment expenses a sum of one thousand five hundred dollars per annum, and each alderman a sum of six hundred dollars per annum.

Monthly
payments.

Such amounts shall be payable in consecutive monthly instalments.

Coming
into force.

9. This act shall come into force on the day of its sanction.